



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
Bureau de l'Environnement  
Affaire suivie par Mlle Sylvie INGOLD  
Tél 03 87 34 88 29  
fax 03 87 34 85 15  
internet : sylvie.ingold@moselle.pref.gouv.fr

MEDHERWOI.DOC

### **ARRÊTE**

N° 2000-AG/2- *MG*

en date du 13 0 MAI 2000

***mettant en demeure la Société HERGOTT V. SA, de renouveler les garanties financières relatives à la carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de WOIPPY – Parcelles 23 et 154P en section 38.***

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU la loi N° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles 4.2, 16.5 et 23 ;

VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour application de la loi susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral N° 96-AG/2-213 du 25 avril 1996, autorisant la Société SA Béton et Granulats Ile de France (B.G.I.E.) à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de WOIPPY ;

VU l'arrêté préfectoral N° 99-AG/2-033 du 11 février 1999, mettant en demeure la Société SA Béton et Granulats Ile de France (B.G.I.E.) de présenter un dossier de mise à l'arrêt définitif et de remettre le site en état de la carrière de WOIPPY, visée ci-dessus ;

VU l'arrêté préfectoral N° 99-AG/2-58 du 15 mars 1999, autorisant le changement d'exploitant au profit de la Société HERGOTT V. pour ce qui concerne l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de WOIPPY – Parcelles 23 et 154P en section 28 ;

VU l'arrêté du 10 février 1998, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législations des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié, fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23.3 du décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

VU la circulaire GARFINAN.DOC du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement du 16 mars 1998, relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 17 avril 2000 ;

CONSIDERANT que la procédure de mise à l'arrêt définitif n'a pas été respectée et qu'il y a lieu de poursuivre les contraintes sur la Société HERGOTT V., tendant à lui faire procéder aux travaux de remise en état et à l'élaboration d'un dossier d'arrêt définitif pour sa carrière susvisée ;

CONSIDERANT que l'acte de cautionnement solidaire du 7 octobre 1998 de 623 000 F (six cent vingt trois mille francs) fourni par la Société HERGOTT V., dans le cadre des garanties financières de la carrière située sur le territoire de la commune de WOIPPY susvisée, est arrivée à échéance le 30 avril 1999 et n'a pas été renouvelé ;

CONSIDERANT les sanctions administratives prises à l'encontre de la Société HERGOTT par arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 15 janvier 1999, du 17 août 1999 et de consignation du 20 janvier 2000 pris par la Préfecture de la MARNE dans le cadre de la remise en état de sa carrière située à SAINT-MARTIN-aux-CHAMPS, « Le Pré Chaumont », dans le département de la MARNE ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

### **Arrête**

#### **Article premier**

La Société HERGOTT V., dont le siège social est situé Route de Thionville – B.P. n° 36 – 57143 WOIPPY est mise en demeure de renouveler les garanties financières et d'adresser, sous un mois, au Préfet de la Moselle, un acte de cautionnement solidaire de 623 000 F (six cent vingt-trois mille francs) correspondant aux travaux requis pour la remise en état totale du site d'exploitation de sa carrière située à WOIPPY – Parcelles 23 et 154P en section 38, prévus par l'arrêté d'autorisation n° 96-AG/2-213 du 25 avril 1996.

La durée du cautionnement est de cinq ans.

#### **Article 2**

Cet acte de cautionnement solidaire sera établi conformément à l'annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévues à l'article 23.3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Il sera disponible sur le site de la carrière et au siège social de l'exploitant.

#### **Article 3**

L'activité de l'exploitant sur ce site sera suspendue dès notification par le Préfet de la Moselle de la mise à l'arrêt de sa carrière dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 et au plus tard à l'expiration des garanties financières.

Il est rappelé que toute extraction de sables et graviers sur ce site est interdite depuis le 25 avril 1999.

#### Article 4

En cas de non-respect des dispositions décrites aux articles précédents, la procédure de consignation prévue à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 pourra être appliquée à l'encontre de la Société HERGOTT V.

#### Article 5

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès de Madame le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

#### Article 6

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

Monsieur le Trésorier Payeur Général de la Moselle,

Monsieur le Sous-Préfet de METZ-CAMPAGNE,

Monsieur le Maire de la commune de WOIPPY,

Les Inspecteurs des Installations Classées,

et tous les Agents de la Force Publique

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié, sous pli recommandé, à la Société HERGOTT V. et porté à la connaissance de l'établissement de crédit garant.

METZ, le 30 MAI 2000

LE PREFET,

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Marc-André GANIBENO

